

<https://www.alternatives-economiques.fr/en-espagne-limmigration-fait-un-bien-fou-a-leconomie/00118492>

En Espagne, l'immigration fait un bien fou à l'économie

Le 15 Mai 2026 6 min

Le 14 avril, l'Espagne a entamé un processus exceptionnel de régularisation d'un demi-million d'étrangers sans-papiers. Cette décision, dont les motifs sont principalement économiques, est confortée par deux études récentes.

Par [Anaïs Cordoba](#)

*Extranjeros bienvenidos ?*¹ A rebours des crispations de ses homologues européens, l'Espagne fait la part belle à sa population étrangère depuis trente ans. Et accélère même le rythme : entre fin 2021 et début 2025, la part des étrangers dans la population est passée de 15,7 % à 19 %, une croissance bien supérieure à celle observée au sein de la zone euro. Le chiffre devrait encore augmenter [avec la régularisation exceptionnelle en cours](#).

Environ 500 000 étrangers en situation irrégulière pourraient en bénéficier selon les estimations gouvernementales, plus d'un million selon le syndicat de police espagnol. « *Un acte de justice, et une nécessité* », a justifié Pedro Sanchez, le Premier ministre espagnol, en annonçant cette régularisation massive.

Or cette « *nécessité* » est également mise en évidence par deux études espagnoles publiées en mars, qui soulignent le rôle central de l'immigration dans le dynamisme économique du pays.

Une dynamisation de toute l'économie

Un chiffre a particulièrement marqué les esprits en Espagne : l'immigration a contribué à hauteur de 47 % à la croissance cumulée du PIB entre 2022 et 2025. Le chiffre a été établi par une équipe d'économistes qui ont publié, sous l'égide du *think tank* Funcas, une vaste étude² sur les enjeux, impacts et politiques de l'immigration en Espagne.

Selon leur analyse, ce chiffre s'explique principalement par le « *choc d'offre* » de travail qu'a représenté le boom des arrivées d'étrangers ces dix dernières années, notamment d'Amérique du Sud, parlant déjà espagnol et d'âge actif.

Résultat : depuis 2019, l'immigration a, pratiquement à elle seule, contribué à l'accroissement de 7,8 % la population active. Une hausse de l'offre de travail « *sans équivalent parmi les grandes économies européennes, qui a élargi le potentiel productif du pays* », affirment les auteurs de l'étude.

Absorbée par les secteurs les plus en tension, notamment les services à la personne, l'agriculture, l'hôtellerie-restauration et la construction, cette main-d'œuvre étrangère a permis aux travailleurs « natifs » d'occuper des emplois mieux qualifiés, battant en brèche l'idée reçue selon laquelle les étrangers prendraient le travail des locaux.

Selon les chercheurs, cette assignation de l'abondante main-d'œuvre immigrée à des secteurs peu productifs fait que, par effet de composition, elle contribue négativement (- 0,8 point) à l'évolution de la productivité sur la période 2022-2025 (+ 0,7 point au total).

Malgré cela, « *la croissance des secteurs à faible productivité, grâce à cette nouvelle main-d'œuvre, a entraîné un dynamisme de l'ensemble de l'économie* », explique l'économiste Raymond Torres, co-coordonateur de l'étude au sein de Funcas :

« Ces secteurs, comme le tourisme, achètent des biens et des services aux secteurs à forte valeur ajoutée, leur permettant de se développer et de créer des emplois, principalement occupés par la main-d'œuvre nationale. »

Cercle vertueux immigration-croissance économique

Ce cercle vertueux immigration-croissance économique fait de l'Espagne un cas unique en Europe, selon cet économiste. Car si le pays bénéficie autant de l'immigration, explique-t-il, c'est aussi grâce à une forte croissance économique récente que n'ont pas connue ses voisins, + 2,8 % en 2025, le double de la zone euro.

Cette dynamique repose sur plusieurs atouts structurels. D'abord, une forte croissance des exportations et un excédent commercial porté par des entreprises très compétitives, bénéficiant de coûts salariaux relativement bas et d'un endettement inférieur à la moyenne européenne.

Ensuite, « *contrairement à des pays industriels comme l'Allemagne, l'Espagne possède beaucoup moins de secteurs exposés aux aléas comme les droits de douane ou la guerre en Ukraine. Le pays dispose aussi d'importantes capacités en énergies renouvelables et dans le traitement du gaz naturel liquéfié, ce qui lui permet de mieux résister aux ruptures d'approvisionnement et de maintenir des prix de l'électricité bas* », explique Raymond Torres.

Le profil des immigrés joue également un rôle clé. Près de 47 % d'entre eux sont originaires d'Amérique du Sud ou centrale. « *Ils parlent la même langue et partagent des références culturelles proches de celles de la population locale, ce qui a largement facilité leur intégration économique et sociale* », souligne l'économiste.

Un atout démographique majeur en Europe

Pourtant, cette ouverture à l'immigration ne fait pas consensus en Espagne. Le Parti populaire (PP), principale force d'opposition, a promis de réduire les flux migratoires s'il arrive au pouvoir. Or, à long terme, les conséquences d'un recul de l'immigration pourraient être désastreuses pour le pays.

C'est ce que met en lumière un rapport³ du Bureau national de la prospective et de la stratégie (organisme gouvernemental espagnol), rédigé par neuf économistes qui ont tenté de modéliser un scénario de baisse de 30 % des flux migratoires d'ici 2075. Le constat est sans appel : 15 millions d'habitants en moins, une chute massive de la population active (- 9 millions) et un affaiblissement généralisé de l'économie.

Faute de main-d'œuvre, plusieurs secteurs seraient frappés de plein fouet. Le rapport évoque notamment la disparition de 30 % des exploitations agricoles du pays, avec à la clé une hausse des prix alimentaires, la fermeture de 89 000 bars et restaurants, la perte de 64 000 professionnels de santé et la disparition de 50 000 salles de classe. Résultat : un PIB inférieur de 22 % à celui attendu dans un scénario de maintien des niveaux d'immigration actuels. Pour préserver le financement de la sécurité sociale, chaque travailleur devrait alors verser en moyenne 2 000 euros supplémentaires par an.

« Les migrations constituent un élément central dans la configuration de l'avenir de l'Espagne », concluent les auteurs du rapport, qui présentent même l'immigration comme un levier de puissance pour le pays sur la scène européenne.

Les chercheurs analysent aussi un scénario dans lequel l'Espagne poursuivrait sa politique d'ouverture migratoire tandis que le reste de l'Europe continuerait de se fermer. Le poids démographique constituant un critère central dans la répartition des sièges au Parlement européen et dans le système de vote du Conseil, ils affirment :

« Dans une Europe plus restrictive [sur l'immigration], l'Espagne ne se contenterait pas de maintenir sa position parmi les pays les plus peuplés : elle gagnerait en importance relative face à des Etats membres aux trajectoires démographiques plus défavorables.

1. Etrangers bienvenus ?

2. *La inmigración en España: retos, impacto y políticas*, Raquel Carrasco et Raymond Torres, Estudios de la Fundación. Serie Economía y Sociedad, nº 111, 2026.

3. *España ante el reto migratorio Dos futuros posibles*, Oficina nacional de prospectiva y estrategia, mars 2026.